

# ALARME

F E R M E N T   O U V R I E R   R E V O L U T I O N N A I R E

" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,  
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE  
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. "

SANS CONSCIENCE REVOLUTIONNAIRE

PAS DE

VICTOIRE OUVRIERE

# nouvelle calédonie

## A BAS LES NATIONALISMES

L'intégrité, sinon l'intégralité du territoire est menacée ! Les canaques veulent mettre la France hors d'elle. Où allons-nous ! ? En vérité, les mélanésien en ont marre de ne pas avoir de terres, ou d'avoir les plus mauvaises, d'être ouvriers agricoles ou mineurs, d'avoir tout ce que la pauvreté, l'exploitation et l'injustice font de leur survie. Bref, ils se sentent un peu comme des immigrés de la 5<sup>e</sup> génération de colons. Aussi, l'apparition du FNLKS a-t-elle été ressentie comme un soulagement : cela correspondait à une attente vague et confuse de protestation contre la situation.

En fait, le FNLKS, comme tous les FLN, est un conglomérat de toutes les catégories de "notables" mélanésien : quelques petits propriétaires, des commerçants, des chefs de tribus, etc... Trop à l'étroit dans le cadre français, ils ont constitué un Etat qui distribue déjà tous les portefeuilles de ministres avant d'avoir investi un seul ministère. Bien évidemment, ce n'est pas l'appareil bureaucratique qui va chasser les colons. Pour seulement se constituer il lui a fallu un soutien minimum des prolétaires canaques qui ont vu là une alternative à leur sort.

Mais la solution du FNLKS ne peut être que celle de toute organisation nationaliste : la Calédonie aux calédoniens ; colons et immigrés (du Sud-est asiatique et de Wallis et Futuma) dehors ! Air connu. En tirant sur la vieille cloche des cimetières patriotiques, le FLN sonne son glas. En cherchant l'affrontement, il révèle son programme qui ne peut que l'isoler du reste de la population alors qu'en jouant aux petits chefs, les bureaucrates du FNLKS n'ont pas pu créer de consensus au sein de la population canaque. De plus la France a fait savoir qu'elle ne reculerait pas, d'autant plus que la tâche est aisée !

Pour trois pétards, quelques incendies et l'intérêt poli et prudent de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie à l'intégration de la Nouvelle-Calédonie au "marché commun" océanien, la France républicaine, souveraine (et de gauche, bordel !) envoie autant de troupes d'élite qu'en Algérie, toutes proportions gardées (il y a 6000 soldats, soit un pour 24 calédoniens, sans compter les blindés, hélicoptères, etc.). La situation est si ridicule qu'elle ne peut être présentée ainsi ; de toute façon, elle n'est jamais révélée, c'est un principe.

Pour les politiciens de toutes tendances, c'est une aubaine inespérée : il suffit de gonfler la menace, le péril étant conjuré par avance, la question est de savoir qui va récupérer le "mérite" de la "victoire". Le gouvernement et ses partis ou l'opposition. Pour cela tout est permis : les gendarmes assassinent la vedette Machoro et les milices RPCR cartonnent au fusil de chasse les quelques barrages canaques. Par dessus le marché la droite et la gauche se livrent à une lutte d'influence pour le contrôle, parfois problématique, des hautes sphères de la gendarmerie. De toute façon, à gauche comme à l'extrême droite, ils sont bien d'accord ; pas question de lâcher le morceau : nickel, agriculture, commerce, sinécures, position militaire, perspectives d'exploitation sous-marine, etc.

Plus la répression sera forte, plus elle débordera le cadre étroit du FNLKS, moins les prolétaires auront de possibilité et de volonté pour résister et s'organiser contre l'exploitation. Le gonflement de l'affaire en Métropole, permet non seulement des comptes entre factions rivales, mais aussi de donner un avertissement aux prolétaires métropolitains. Un incendie égale 500 gendarmes, une mine fermée égale 1000 gendarmes, un enlèvement égale un couvre-feu, etc...

L'Etat est fort, il le montre et parade en bleu marine. S'il est si fort, c'est que nous sommes encore trop faibles pour sérieusement entamer sa capacité répressive. Car même si les prolétaires calédoniens déchiraient le cadre nationaliste dans lequel ils se sont fourrés et ont été poussés, ce qui est nécessaire à toute lutte authentique, ils seraient encore impuissants sans un soutien des travailleurs métropolitains. Réciproquement, c'est de ce soutien que peut venir un approfondissement de la rupture avec le nationalisme. L'apathie d'ici les repousse sur les écueils du FNLKS.

Il n'y a pas de solution calédonienne à l'exploitation, sinon dans l'internationalisation de la lutte, qui ne peut se faire que sur base anti-nationaliste, contre la "Nation Kanak" et la "Nation française", pour en finir avec l'exploitation et les frontières.

## 25<sup>e</sup> CONGRES: LAGUILLER POSTULE

" Ce que nous voulons nous, c'est qu'au travers de la Crise actuelle, les dizaines de milliers de travailleurs communistes restent communistes, restent même au Parti Communiste ".

( Arlette Laguiller, Lutte Ouvrière n°871)

*Bravo Arlette, plus d'ouvriers se dégagent de l'appareil stalinien, plus vous trotskistes, vous vous en rapprochez. C'est ce que vous nommez, non sans ridicule et dans votre jargon tactique méprisant : "ne pas se couper de la classe ouvrière".*

*Mais enfin, s'il existait en France des dizaines de milliers de travailleurs communistes, et par conséquent révolutionnaires, ce qui par ailleurs supposerait une force internationale considérable, il est inutile de parier que le P"CF" s'affronterait violemment à la classe ouvrière comme il le fit internationalement avec succès depuis la contre-révolution russe jusqu'à 1937 en écrasant toute la vague révolutionnaire qui s'étendit de la Russie à l'Espagne (pas le P"CF" évidemment mais l'Internationale "communiste" stalinisée dont il fut le plus fidèle rejeton).*

*Alors qu'est-ce que cela signifie : "...restent communistes, restent même au Parti Communiste" ?*

*Du point de vue révolutionnaire absolument rien, sinon que depuis la seconde boucherie impérialiste mondiale, pendant laquelle la grande majorité de trotskistes défendit le capitalisme d'Etat russe et ce qui est pire trahit l'internationalisme prolétarien, l'existence séparée de ceux-ci d'avec les staliniens ne se justifie que par leurs ambitions personnelles à diriger le capitalisme.*

*Dans la conjoncture actuelle, après la participation gouvernementale du P"CF" appliquant une politique anti-ouvrière et après son logique recul électoral, leur tendance commune au capitalisme d'Etat oblige les trotskistes à resserrer les liens sous peine d'extinction totale.*

*Après la chasse au bulletin de vote des petites gens (?) et le soutien critique à l'Union de la gauche en 81, Arlette Laguiller continue sur la voie du Bon sens. Encore un petit effort et vous verrez qu'elle remplacera peut-être un Juquin déchu, à moins qu'elle ne redoute elle même la puissance de cet appareil contre-révolutionnaire qu'elle recommande si vivement à des millions de travailleurs.*

# A L'EST RIEN DE NOUVEAU ...

"Un accident dans une usine d'armement en URSS, dans l'Oural, courant Novembre, aurait fait 300 à 400 morts".  
(La presse, début Janvier 85)

Assurément, voilà une nouvelle à première vue banale, y compris le secret dont elle fut entourée. Sa banalité ne provient pourtant que de l'accoutumance à l'opium idéologique régulièrement asséné par le milieu social environnant.

Pour le citoyen raisonnable non-stalinien, il n'y a pas contradiction entre une telle nouvelle et la nature socialiste, communiste, marxiste, etc, du régime en Russie. Pour des raisons opposées, mais dans un même cadre de raisonnement (ou sphère logique), le citoyen raisonnable stalinien ne verra pas non plus de contradiction. Tout au plus il glapira qu'il s'agit d'une manoeuvre de propagande mais il acceptera l'éventualité d'un tel événement : il y a là-bas des usines d'armement, des ouvriers y travaillent, il peut y avoir un accident et de nombreuses victimes.

Pour le citoyen raisonnable, il n'y a pas plus là matière à contradiction que lorsqu'il déclare, dans la même phrase, que la Russie est l'U.R.R.S., patrie du prolétariat, d'un côté, et de l'autre côté, que c'est là le socialisme réel, la société sans classes, sans patrons ni ouvriers, exploités ni exploités, donc sans prolétariat...

Raisonnables, nous ne le sommes guère, car nous essayons de rester imperméables à la raison de ce système, c'est à dire à la déraison du plus fort actuellement. Nous préférons raisonner par nous-même, non seulement en soumettant les faits à la critique, mais aussi, en les considérant comme liés à d'autres ensembles de faits, constituant une vision du monde, dans l'espace et dans le temps.

Aussi la première remarque que nous pouvons faire sur la brève nouvelle reproduite ci-dessus, est qu'il y a des ouvriers dans les usines russes. De quoi vivent-ils ? De leur salaire. Comment est calculé ce salaire, à quoi correspond-il ?

Il est proportionnel au nombre d'heures de travail effectué et généralement bonifié par des primes de rendement, d'assiduité et de facilité d'acceptation des heures supplémentaires. Il est parfois non payé (samedis "communistes") et toujours étroitement contrôlé (livret de travail). Dans certains cas, comme celui des ouvriers agricoles des kolkhozes, la journée de travail n'est pas réglementée et ils n'ont pas de congés payés. Ce salaire correspond à ce que le patron, le Parti-Etat, estime nécessaire pour la reproduction de la force de travail de l'ouvrier. Une fois payé, le travailleur n'a pas forcément tous les produits de première nécessité à sa disposition mais lorsqu'il y en a, il les achète, contre une fraction de son salaire, en monnaie.

Ainsi le prolétaire russe, salarié de même que ses homologues occidentaux, est exploité puisqu'il produit plus que l'équivalent de son salaire. Ce supplément de valeur, ou plus-value va enrichir le Patron-Parti-Etat. Il ne bénéficie même pas de la liberté bourgeoise qui consiste à pouvoir se vendre à un patron quelconque, n'importe où, pour n'importe quel travail puisqu'il se vend toujours au même patron et qu'il ne peut changer de ville et de profession qu'après d'innombrables, épuisantes et démoralisantes démarches administratives. Son homologue américain ou japonais passe lui, sa vie à déménager, changer de patron et de qualification, ce qui augmente d'ailleurs l'efficacité de son exploitation.

La deuxième remarque que nous suggère cette nouvelle concerne l'armement. La Russie est le deuxième exportateur d'armes du monde et l'un des (sinon le) premier consommateur d'armes. L'ouvrier russe doit produire des armes pour que la patrie du socialisme puisse se défendre et pour que le socialisme réel se répande dans d'autres patries. Pour ce qui est de la vente, la Russie vend tout type d'armement à n'importe qui, même non baptisé "révolutionnaire" : par exemple à l'Argentine, ou à une époque, à Israël, etc. Elle en vend à l'Iran et à l'Irak, probablement dans le cadre de

son "devoir internationaliste". Toujours pour le même devoir, elle envahit l'Afghanistan, l'Angola (par Cubains interposés), l'Est africain (cf Alarme n° 26 sur l'Ethiopie). Enfin elle suscite alimente et participe à d'innombrables conflits, inter et intra nationaux, exaltant à l'extérieur comme à l'intérieur, le patriotisme, le nationalisme et le chauvinisme le plus effréné, comme en témoigne le lamentable spectacle des foules russes "socialistes et internationalistes" aux rencontres sportives où elles manifestent leur hystérie comme n'importe quelle foule "capitaliste".

La troisième remarque concerne l'accident survenu dans une usine. Certes le travail est plus dangereux dans une usine d'armement de par la nature même du produit. Mais d'une part, de nombreux produits sont aussi dangereux et d'autre part, les normes de sécurité sont censées être bien plus strictes pour les produits dangereux, dans les pays les plus puissants bien entendu. Or la Russie est un pays puissant, si développé évolué et avancé qu'il est qualifié de "pays du socialisme développé" dans la dernière constitution.

Et c'est dans un pays si développé que des centaines de travailleurs trouvent la mort par accident ? En fait, cela montre l'incurie et l'insouciance des apparatchiks. Incapables de seulement gérer correctement le pays, ils se moquent éperduement de la vie des prolétaires, chaire à canon sur "le front du travail" comme sur celui de Kaboul.

Enfin, vu son incapacité économique structurelle, la Russie doit d'abord dominer militairement pour dominer, éventuellement, économiquement. Mais ce qui est vrai à l'extérieur de ses frontières, n'est qu'une reformulation de ce qui se déroule à l'intérieur. Ce que produisent les ouvriers dans les usines d'armement, ce sont avant tout des armes contre eux-mêmes, contre les prolétaires. Ici, les gendarmes mobiles ont des cars blindés de chez Renault, là-bas, la milice peut tirer avec des Kalachnikov. Une précision s'impose ici. En Russie, il n'y a pas de production de canon à eau, gaz lacrymogènes, etc, non pas que cela soit impossible mais parce que le régime ne veut opposer aux ouvriers que des tanks, des balles explosives, etc,

comme ce fut le cas en 1961-1962 lors de la vague de révolte partie d'Alexandrov, Mourom, Novotcherkask, qui aboutit à une mutinerie de marins à Vladivostok, sur un croiseur-amiral ! Rien n'a changé depuis et les grévistes de 1976, isolés en partie par la complicité de la plupart des "dissidents", n'ont pas connu de meilleur sort ! Les si rares nouvelles qui nous parviennent sont au mieux noyées dans le flot de bavardage de l'opposition démocrate, capitaliste, et l'impact de la Pologne et du syndicalisme, a probablement ajouté à la confusion de ceux qui cherchent, sous la chappe de plomb stalinienne, à renouer avec la lutte de classe dans tous ses aspects.

Ainsi pour nous, par toutes les bribes d'information, ou même par la presse la plus réactionnaire, s'affirme la contradiction fondamentale en Russie : salariat contre capital pour l'abolition des deux et la réalisation du communisme. Il saute aux yeux que la Russie n'est pas la réalisation du communisme ou du socialisme, société sans classe, ni capital, ni salariat et bien évidemment sans frontières. Mais plus la Russie apparaît pour ce qu'elle est et plus on agite, en occident, l'épouvantail du communisme, monde inhumain dont l'archétype est la Russie, présentée comme l'aboutissement de la révolte de classe, dans un confusionnisme monstrueux et savamment orchestré des deux côtés du rideau de fer.

C'est que l'occident n'a pu, et ne peut encore, contenir la lutte prolétarienne, que grâce à l'action de Moscou, au moyen de ses partis et syndicats qui donnent le ton aux autres organisations "ouvrières", ayant à leur actif plus de soixante ans d'expérience contre-révolutionnaire et policière.

Réciproquement, la Russie n'a pu et ne peut toujours pas survivre sans l'aide matérielle, alimentaire et technologique de l'occident.

Leurs contradictions de blocs, qui peuvent pourtant mener à une troisième conflagration mondiale, ne sont rien face au prolétariat. Ainsi la collusion entre les banques occidentales, l'église romaine et le pouvoir stalinien, avec Solidarnosc comme agent d'exécution, contre le prolétariat en Pologne, prouve

une fois de plus à quel point cette association peut être vitale pour la survie du système, à l'échelle de la planète.

Plus récemment encore, les incessantes livraisons de charbon russe et polonais à la Grande-Bretagne, en pleine grève des mineurs, montre le grand cas que l'on fait des luttes ouvrières au "pays des soviets ouvriers et paysans"; et les "protestations" de la CGTou de la NUM toutes deux membres de l'union internationale des syndicats des mineurs et des travailleurs de l'énergie, dont le siège est à Varsovie, ne changent rien au fait qu'un blocus charbonnier de la Grande-Bretagne eut pu mettre à genoux l'"intraitable" gouvernement britannique. Mais cela, c'est justement ce que ne peuvent pas effectuer ces appareils politiques et syndicaux, c'est-à-dire policiers.

Ce n'est que contre ces piliers du système que les prolétaires peuvent espérer obtenir une victoire et préparer les luttes de demain. Et c'est parce qu'il y a des prolétaires exploités en Russie et dans ses dépendances, que les prolétaires occidentaux peuvent espérer voir détruit leur ennemi le plus dangereux, le stalinisme.

La seule aide que nous pouvons espérer "d'Est", c'est celle que nous susciterons par nos luttes ici, par les liens que nous essaierons de créer avec nos camarades des pays du capitalisme réel, qui triment comme nous et dont d'infimes minorités, au cours de la lutte de classes, se dégagent éphémèrement, pour affirmer, vaille que vaille, la nécessité universelle de la destruction du capitalisme, oriental comme occidental, pour affirmer la société sans classe, le communisme.

## PUBLICATIONS DU F.O.R

### EN FRANÇAIS

<i>Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis</i> .....	25,00
<i>Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis</i> .....	25,00
<i>Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis</i> ....	25,00
<i>Le manifeste des exécutés (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret</i> .....	25,00
<i>Fausse trajectoire de Révolution Internationale</i> .....	5,00
<i>Alarme spéciale organisation (n°13)</i> .....	5,00
<i>Alarme collection complète par 10 numéros</i> .....	30,00
<i>Pour un second manifeste communiste</i> .....	20,00
<i>Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme</i> .....	25,00

### EN ESPAGNOL

<i>Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis</i> .....	80,00
<i>Pro segundo manifiesto comunista</i> .....	20,00
<i>Llamamiento y exhorto a la nueva generación</i> .....	15,00
<i>Trajectoria quebrada de Revolución Internacional</i> .....	5,00
<i>Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)</i> .....	15,00
<i>Analisis de un vacío, cincuenta años despues, el trotskismo</i>	25,00
<i>Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)</i>	25,00
<i>El SWP y la guerra imperialista (1945)</i> .....	25,00
<i>Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satelites ; C/U</i> .....	35,00

### ITALIE - GRECE

<i>Per un secondo manifesto comunista</i> .....	20,00
<i>La gauche communiste en Grèce (1918-30)</i> .....	30,00

# POUR L'ORGANISATION DE CLASSE

Entre la conscience claire de la nécessité d'abattre plusieurs millénaires d'exploitation par la destruction du capital et son travail salarié et les luttes actuelles généralement embourbées dans un aspect purement défensif (et ce quand il y a lutte) existe un fossé qui peut et doit être franchi. Mais le franchir dès maintenant suppose en premier lieu de la part de ceux qui aspirent au communisme, société sans classes, une meilleure approche de la situation réelle de la lutte de classes et une plus nette compréhension de leur propre rôle pour influencer sur cette situation.

Des galons nous n'en avons pas, nous n'en voulons pas et nous n'aurons pas! Mais force est de constater la différence, pour ne pas dire l'abîme, qui sépare un prolétaire révolutionnaire d'un prolétaire soumis, un prolétaire aspirant à l'unité de classe d'un prolétaire aussi égoïste et misérable que la société qui l'opprime et l'exploite. Cette différence nous ne la faisons pas gratuitement, c'est le système basé sur le travail aliéné qui nous l'impose et la maintient par la force de son pouvoir et de sa dictature de classe à la sauce démocratique ou totalitaire. Le manque de perspective claire dans le monde exploité et par le monde exploité agrandi ou restreint suivant les périodes et les situations, le fossé existant entre les possibilités objectives que ne saisissent au début que des minorités communistes, et l'élément subjectif de l'ensemble de la classe dont les membres agissent dans le cadre étroit et mesquin du système qui l'exploite, sans lui porter atteinte. Toutes les tergiversations syllogistiques mécanistes, dialectiques, etc... voulant contourner ou nier cette réalité parce que le faire remettrait en cause la totalité d'une praxis (théorie et pratique) empêche de prendre le taureau par les cornes et de transformer la réalité elle-même. Or cette réalité nous voulons et nous pouvons la transformer dès maintenant. Tout le monde ne le voit pas ainsi y compris parmi ceux qui n'ont d'autres intérêts dans ce système social que celui de préserver leurs propres chaînes. Mince intérêt que celui-là et pourtant depuis le célèbre manifeste qui proclamait: "les prolétaires n'ont que leurs chaînes à perdre et un monde à gagner" c'est le même système d'exploitation qui domine sur la planète alors même que les conditions matérielles pour sa transformation révolutionnaire sont archi présentes.

Si la classe prolétarienne dans son ensemble poussée par ses conditions d'existence était révolutionnaire à tout moment, ou du moins de façon linéairement mécanique par rapport à la détermination relative ou absolue de ses conditions de vie, il y a belle lurette que la révolution sociale aurait triomphé. Le problème de l'organisation permanente des prolétaires révolutionnaires ne se poserait même pas puisque l'ensemble de la classe exploitée constituerait d'emblée une force suffisamment puissante et consciente pour renverser l'ordre existant. Il n'en est point ainsi puisque chacun peut constater que nous vivons encore sous le régime de l'exploitation capitaliste et qui plus est sous sa forme décadente, c'est-à-dire anti-historique. Une précision s'impose ici quant à la définition et l'utilisation du terme historique. Par ce terme nous n'entendons pas tel le stalinisme et ses rejetons de toutes sortes (maoïstes, trotskistes, etc...) une ligne droite comportant diverses étapes par lesquelles l'ensemble des sociétés vivant sur la croûte terrestre (et pourquoi pas dans l'univers) doivent toutes, fatalement passer pour enfin pouvoir poser et surtout résoudre le problème des contradictions internes et externes des sociétés basées sur l'exploitation d'autrui.

"...Force de se mettre à la remorque des pays avancés, un pays arriéré ne se conforme pas à l'ordre de succession: le privilège d'une situation historiquement arriérée - ce privilège existe - autorise un peu, ou bien, plus exactement, le force à s'assimiler du tout-fait avant les délais fixés en sautant une série d'étapes intermédiaires. Les sauvages renoncent à l'arc et aux flèches, pour prendre aussitôt le fusil sans parcourir la distance qui sépare dans le passé ces différentes armes..."

Léon Trotsky in "Histoire de la révolution russe" tome I Février page 41.

Ce que nous entendons par historique ce sont les conditions générales existant sur terre indépendamment des particularismes dans tel ou tel secteur du monde, favorisant l'épanouissement collectif et individuel du genre humain. Le capitalisme est désormais anti-historique parce qu'il a, indépendamment de sa volonté, développé les conditions optimales au niveau mondial de son propre dépassement par la révolution. Dit d'une autre façon: toutes les conditions matérielles sont présentes pour pouvoir affirmer et imposer pratiquement le communisme, la société sans classes.

Continuons maintenant après cette précision nécessaire.

Le prolétariat de par sa place dans les rapports de production à un certain stade d'évolution historique est la seule classe historiquement révolutionnaire. N'étant subversive qu'historiquement elle ne peut l'être ni dans son ensemble à tout moment ni de façon mécanique. D'autres facteurs actifs (objectifs et surtout subjectifs) interviennent pour l'empêcher d'agir comme elle devrait en tant que classe exploitée pouvant s'appropriier les énormes moyens matériels qui favoriseraient son émancipation et celle de l'humanité. L'échec du début de la révolution mondiale en Russie et sa transformation en contre-révolution nous l'a prouvé et nous le prouve malheureusement encore. Que de nombreuses générations de prolétaires aient cru en "la patrie du socialisme" a permis la seconde boucherie mondiale non sans l'aide des prétendus opposants, trotskistes principalement qui ont trahis les principes même de défaitisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien. Au moment de la seconde guerre mondiale par exemple, qui peut nier la différence énorme entre l'ensemble de la classe et les minorités (trop minoritaires) qui ont su maintenir des positions classistes et révolutionnaires? Personne à moins de déformer la réalité au point de la faire coïncider avec son propre vouloir! Mais cet "optimisme" en trompe-l'oeil n'a que faire avec l'analyse nécessaire de la situation. Ne pas pleurer, ne pas rire, mais comprendre et agir en conséquence ajouterons nous.

Tout ceci pour affirmer que l'association pratique et permanente des minorités communistes s'érigeant contre les barrières usinistes, sectorielles, régionales, nationales ou continentales, est une nécessité induite non seulement par la volonté et l'esprit des révolutionnaires mais également (il y a relation dialectique) par la lutte de classe qu'elle que soit le niveau où elle se trouve. La constitution du prolétariat en classe révolutionnaire ne peut-être laissée à la seule spontanéité historique sans trahir sa propre classe et cette spontanéité dont nous faisons partie. Car de fait tout révolutionnaire tout communiste, indépendamment de son origine sociologique individuelle, fait partie intégrante de la seule classe subversive en puissance aujourd'hui et doit contribuer, à contre-courant le plus souvent, à

l'unité de classe contre le vieux monde. Dans ce sens nous réaffirmons avec "le manifeste communiste de 1847" que la constitution du prolétariat en classes suppose sa constitution en parti (au sens large du terme).

Ce qui par ailleurs signifie pour nous qu'aucun groupe, aucune organisation ou parti ne peuvent prétendre à moins d'être stupide voire dangereux, représenter dès maintenant ce futur parti, c'est-à-dire la constitution du prolétariat en classe. La modestie n'a jamais tué personne, le contraire certainement et ne cherchez pas dans cette affirmation une parenté avec le démocratisme-crétin. Nous ne sommes ni crétins ni démocrates, nous sommes communistes sans pour autant prétendre être les seuls bien que nous soyons convaincus de notre raison, de nos idées, de notre base programmatique et de notre action.

Nous vivons donc une situation paradoxale prouvant à elle seule le degré de décadence de toute la civilisation capitaliste. Le début d'une révolution prolétarienne internationale en Russie a échoué et s'est transformée en contre-révolution mondiale (cf Parti-Etat, Stalinisme, Révolution de G. Munis). Alors même que toutes les conditions objectives sont présentes pour la réalisation du communisme, la guerre n'a pas cessé dans le monde depuis le second carnage impérialiste mondial, un tiers de la planète crève de faim et la lutte pour le poste de travail aliéné procurant de quoi reconstituer sa force de travail au détriment du besoin des autres prolétaires persiste malgré quelques sursauts épiques et des combats massifs comme en Pologne quoique sans orientation communiste, mais sans unité et solidarité réelle dans la plupart des cas. Il y a donc décalage ou retard énorme entre la possibilité matérielle de réalisation du communisme et le niveau de conscience révolutionnaire de classe (aspect subjectif); c'est dans ce sens que nous re prenons la phrase de Trotsky: "La crise de l'humanité est une crise de direction révolutionnaire", cette dernière ayant été décimée par la contre-révolution stalinienne aidée de la Quatrième Internationale mort-née du point de vue communiste, alors même qu'une attitude internationaliste de sa part pendant la guerre impérialiste aurait pu en faire un pôle d'attraction communiste fort et puissant, susceptible de remettre en cause toutes les idées fausses sur lesquelles reposait sa constitution. Le terme "direction" peut choquer mais pourtant dans ce qui est communément appelé "spontanéité de classe" s'insèrent les éléments plus combattifs et plus décidés, même si ces derniers étaient jusque là inorganisés. Toute action part



forcément d'une détermination individuelle ou collectivement réduite avant d'embraser la quasi-totalité de la classe. La pratique à tous les niveaux (organisationnel, politique, social) des éléments déjà organisés en faveur de la société humaine sans classes est nécessaire. Ces derniers ne peuvent sous aucun prétexte auto-limiter leur action. Celle présente, nous limite déjà suffisamment! "C'est à la classe de..." "par elle-même la classe sait" etc... ne sont que des subterfuges favorisant l'inaction là où précisément l'action révolutionnaire est indispensable, d'autant plus que la réaction elle, s'organise et de quelle manière (syndicats, comités d'entreprise, assemblées bidons etc...). Il ne suffit pas d'accepter l'organisation des révolutionnaires qui peut certes permettre des discussions fructueuses et la publication régulière d'un journal théorique et de propagande, encore faut-il que cette dernière n'attende pas béatement la spontanéité post-crisis; Les propositions concrètes pouvant favoriser l'unité de classe par l'attaque de la base sur laquelle repose le capital (extraction de plus-value) doivent être mises en avant: non à l'économie nationale, moins de travail et plus de paie, non aux licenciements, embauche massive des chômeurs, non aux cadences, non à la hiérarchisation de notre classe, attaquant de plein fouet l'accumulation du capital dans la perspective de son abolition par la prise du pouvoir politique du prolétariat. Au nom de quel principe ne devrions nous pas les défendre bec et ongles contre toute la racaille marchande de "nos" entreprises? De plus ces consignes ne supposent aucune amélioration dans le cadre du système qui nous exploite mais tendent effectivement à la construction dynamique d'une unité de classe suffisamment forte pour faire sauter irrémédiablement les verrous qui retiennent nos chaînes. S'il n'y a pas à se situer délibérément au-dessus de la classe prolétarienne en ne la considérant que comme masse maléable, pour quoi faudrait-il se situer en dessous d'elle? Non! Nous sommes des prolétaires révolutionnaires et nous agissons en tant que tels, du moins c'est ce que nous prétendons faire. Il n'y a ni volontarisme ni actisme

à outrance là dedans: nous ne faisons que poser des problèmes importants pouvant être résolus dans et par le mouvement communiste.

Nos positions et la pratique que nous nous assignons ne tombent pas du ciel, bien comprendre ce qui s'est passé depuis 1914 est nécessaire pour comprendre l'abjecte situation présente de façon à éviter les écueils où ont échoués (quand ils ne l'ont pas directement façonnés faute d'expérience ou de recul face aux événements) les révo-

lutionnaires du passé. Le mouvement de subversion de l'ordre établi ne commence pas avec nous. Nous sommes le produit historique de la lutte de classes et des avancées théoriques que celle-ci a facilité. Les jalons de défaites doivent être des promesses de victoire. Nous contribuons et nous contribueront de toutes nos forces à cette victoire, ne serait-ce que parce que nous refusons ce monde inique et criminel. C'est dans cette optique que ceux qui constituèrent notre organisation ont rédigé entre autre "Pour un second manifeste communiste", petite brochure qui partant d'un bilan du passé révolutionnaire de notre classe propose une orientation et une alternative pour contribuer à transformer radicalement le présent.

"Il faut rompre d'une manière tranchante avec les tactiques et les idées mortes, dire sans réticence toute la vérité à la classe ouvrière, rectifier sans regret tout ce qui fait obstacle à la renaissance de la révolution, que ces obstacles proviennent de Lénine, de Trotsky ou de Marx, et adopter un programme de revendications qui concorde avec les possibilités maxima de la technique et de la culture moderne mises au service de l'humanité."

"Pour un second manifeste communiste" F.O.R 1961.

Imprimerie Borromée  
9 rue Borromée 75015 Paris

Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 85

Directeur de la publication  
Pierre Maréchal

Commission par. n° 61890

\*\*\*

\*\*

\*\*\*

\*\*

\*\*\*

#### SOUSCRIPTION

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de : ALARME CCP n° 151628 U Paris.

# LA MISERE DU PROGRES

2000 morts et des milliers de blessés lors d'une fuite de gaz toxique provenant d'une usine américaine de pesticides, l'Union Carbide... Non il ne s'agit pas d'un film de science fiction, c'est la science-réalité.

En effet, le lundi 3 décembre 1984, les habitants de Bophal, l'un des états les plus pauvres de l'Inde furent réveillés par l'horreur apocalyptique. Une cuve contenant un gaz extrêmement dangereux l'esocyanats de mehyte a fui dégageant pendant plus d'une heure, avant que l'accident ne soit repéré, un immense nuage de gaz mortel comparable aux gaz des combattants, dont on ne connaît pas l'antidote. A cette occasion le système de sécurité n'a pas fonctionné. Selon les versions officielles 200 000 personnes, soit le quart des habitants de Bophal ont été touchés à des degrés divers par la catastrophe. 20 000 d'entre eux ont dû être hospitalisés. Ceux qui ont échappé aux effets immédiats de la catastrophe seront à leur tour des victimes, car il faut s'attendre aux effets secondaire de ce gaz. Les habitants de cette vieille ville, qui garde encore son aspect du 11ème siècle, n'ont connu que l'horreur du progrès et de la technique du 20ème siècle, d'autant plus que ce n'est pas un hasard si le capitalisme installe ses usines à "hauts risques" dans les régions du monde les plus démunies, où il n'y a presque aucune possibilité de protestation de la part de la population locale.

Afin de faire preuve de son amertume, l'Union Carbide a envoyé sur les lieux du sinistre un de ses patrons. Celui-ci fut arrêté par les autorités indiennes, et inculpé de "négligence criminelle", mais fut relâché six heures plus tard après versement d'une caution représentant l'équivalent de 20 000 francs. Quelle grossière moquerie envers les milliers de victimes ! La libération plus que rapide du patron de l'union Carbide montre très clairement la complicité existant entre les différents secteurs du capital mondial. En dépit de sa volonté de vouloir afficher une image nationaliste et "anti-puissance étrangère" Rajiv Gandhi, premier ministre indien, a dû conclure un accord avec les responsables américains, afin d'étouffer l'affaire et éviter des émeutes.

D'autre part il faut signaler, que l'Inde n'a pas l'exclusivité dans le domaine des catastrophes industrielles. Il semblerait que ce soit la Russie qui détienne ce triste record, car en 1979, près de Novosibirsk des milliers de personnes seraient mortes à la suite d'une explosion dans une usine fabriquant des armes bactériologiques (tout ceci est au conditionnel car les autorités russes ont toujours refusé de donner des détails sur cette affaire). La Russie "socialiste" en fait capitaliste d'Etat, aussi meurtrière que le capitalisme occidental, n'est pas exempte de ce genre de catastrophes, tout simplement parce qu'elle est régi par la même loi d'accumulation de capital. Plus récemment, le 19 novembre dernier, au Mexique l'explosion de réservoirs de gaz tue 400 personnes. On pourrait citer encore des milliers d'exemples pour illustrer l'horreur capitaliste. Ce qu'on peut affirmer c'est que les effets criminels et néfastes de ce système décadent et pourri n'ont pas de frontières puisque les causes elles mêmes en sont dépourvues.

Nous ne sommes pas en train de faire le procès de la société industrielle en prônant le retour à une société tribale. Il est vrai qu'historiquement le capitalisme représenté à l'origine par la classe bourgeoise, a été une société progressive relativement aux types de sociétés d'exploitation antérieures. Les progrès par elle réalisés sur la base de la plus-value extorquée au prolétariat, dans le domaine des sciences et techniques ont été bénéfiques dans la mesure où ils repercutaient plus ou moins sur l'ensemble de la société en créant les conditions de

son propre dépassement par la révolution communiste. Il faut cependant souligner que les conséquences positives du capitalisme n'émanent aucunement d'un altruisme humanitaire, car l'industrialisation qu'il a développée n'a jamais tenu compte des besoins réels de l'individu marchandisé sur qui repose en fait et de fait la totalité du système capitaliste. Son seul intérêt est d'accroître le capital et les bénéfices tirés de l'exploitation des millions de travailleurs. Au début, malgré l'exploitation, développement social et croissance allaient presque de pair. Ce n'est plus le cas. Aujourd'hui le capitalisme est incapable, de par ses intérêts mesquins et inhumains qui sont les mêmes qu'auparavant, de poursuivre son développement. La maîtrise de la technologie et le développement de la science progressent avec des conséquences de plus en plus néfastes pour l'humanité, croissance et développement s'opposent désormais, ou plus exactement le premier bouffe le second faute de révolution sociale..

Depuis très longtemps la société capitaliste est rentrée dans sa phase de décadence malgré sa croissance économique. La plus-value tirée des travailleurs n'a jamais été aussi importante et par conséquent le profit du capital s'accroît de jour en jour. L'automatisation, l'informatisation... permettent au capitalisme de mieux exploiter et contrôler le prolétaire, le privant ainsi de toute liberté, alors que les énormes moyens techniques pourraient libérer l'homme des heures fastidieuses passées à la reproduction des moyens nécessaires à sa vie. Ce qui est appelé loisirs est nécessaire, au sein du capitalisme, à la reproduction et à l'entretien de sa force de travail (au même titre que le salaire). Dans une société communiste le loisir n'a aucune raison d'exister, car le fossé existant entre le travail et les intérêts de l'individu social sera effacé. Jamais le prolétariat n'a été aussi dépourvu d'individualité (ne pas confondre avec individualisme). Il fait parti de ce système au même titre qu'une machine. La détresse et la démoralisation sont devenues l'état courant des individus ce qui entraîne une résignation favorable au capital d'autant plus que cette dernière est fomentée par tous les partis dits ouvriers et leurs syndicats.

Toute la littérature de science fiction ou futuriste, envisage l'avenir comme étant la prolongation du présent où la cruauté de la guerre et du totalitarisme seront notre seule perspective. Il est inquiétant de constater que l'univers dépeint par ces romanciers se rapproche de plus en plus de la réalité.

Pour notre part, tout en étant réalistes, nous ne sommes pas encore atteints par le virus du fatalisme. Nous pensons qu'actuellement dans la société existent des moyens plus que suffisants pour combler les besoins de chaque individu. Songer à une société d'abondance n'est plus un mythe ou un rêve. Tout est là, il suffit d'arracher des mains du capital toutes les richesses créées par la classe ouvrière et les mettre enfin au service de l'homme. Tant que le capitalisme sera le maître, la situation misérable actuelle empirera. La classe ouvrière doit prendre conscience de cela et agir en conséquence, car elle est la seule classe révolutionnaire capable d'anéantir ces bourreaux de l'humanité et de construire la seule société compatible avec le devenir : le communisme société sans classes.

Barrer la route au capitalisme d'Etat ou privé est la seule condition pour assurer notre survie. Le système dans lequel nous vivons est incompatible avec une expression humaine de la société.

#### Permanences en France :

Paris : les seconds samedi de chaque mois de 14 à 16 h  
au café au "rond point" métro Père la Chaise

Tours : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17h au  
café "le bordeaux" place de la gare, soit le 27/4/85

Nancy : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17h au  
café de la gare, place de la gare, soit le 25/5/85

#### Abonnements

ALARME  
1 an... 4n° ... 20f  
ALARMA  
1 an... 4n° ... 20f

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de  
ALARME CCP n° 151628 U Paris

# CONTRE LA JUSTICE DE CLASSE

Le capitalisme est une ruche hideuse qui doit pour survivre non seulement exploiter les producteurs mais aussi les diviser et les isoler davantage.

Son existence est une provocation permanente pour de nombreux ouvriers qui s'aplatissent malgré tout devant lui comme devant les innombrables richesses qu'ils créent sans jamais les posséder.

Cependant, c'est de leurs fenêtres ou face à leurs télévisions qu'ils maudissent leur condition sans remettre en cause le rôle social et le rang qui les définissent au sein d'une hiérarchie de part en part discriminatoire. A travers les parois déformantes de leurs alvéoles personnelles et sous la pression de l'Etat capitaliste, l'ennemi synonyme d'insatisfactions et d'amertume est partout et nulle part mais il est à la porte.

En l'absence totale ou presque de conscience de classe, cet ennemi est vite reconnu dans le concurrent immédiat désigné à loisir par le capitalisme. C'est tout à la fois le collègue, le voisin de palier et l'étranger de condition identique.

C'est au sein de cet univers de panique et de violence apparemment folle, mais totalement contenue dans et par la structure sociale du capitalisme que la classe ouvrière se débat aujourd'hui, plus faible que jamais en ce qui concerne sa conscience révolutionnaire de classe.

Exaspérée, désorientée, divisée, quotidiennement contrainte et réprimée par l'Etat, ses partis et syndicats, mais aussi incapable pour l'instant d'entreprendre un combat d'envergure sur son propre terrain pour en finir une fois pour toute avec l'exploitation, la tentation est grande, voire insoutenable pour certains membres de cette classe, d'aller "casser la vitrine" autrement dit de répondre coups pour coups au terrorisme étatique sans l'espoir de renforcer ainsi la lutte révolutionnaire.

Néanmoins parce qu'elles soulignent la faiblesse et la carence organisationnelle du mouvement communiste, nous ne pouvons rester indifférents aux manifestations désespérées et humainement viscérales de nos frères de classe qui s'opposent il faut le rappeler, au parti pris capitaliste des guerrilléristes de la RAF, d'Action directe ou autres prétendus "communistes" combattants inféodés totalement à la politique extérieure du capitalisme d'Etat russe (agressions anti-OTAN, soutien armé aux luttes de "libération nationale" tel que la Palestine etc...).

C'est à ce titre, ainsi que pour son contenu humain et subversif, que nous reproduisons ci-après le témoignage sans fard de camarades actuellement emprisonnés pour avoir tenté de s'insurger contre la justice de classe, arrogante et dictatoriale.

Leur action interpelle tous les prolétaires radicalisés afin qu'ils s'organisent en rompant l'organisation politique et la structure sociale du capitalisme sur la base de programmes de revendications qui permettent d'oeuvrer au cœur de la classe ouvrière pour supprimer internationalement l'esclavage salarié.

C'est seulement de cette façon que nous pourrons développer une solidarité de classe efficace et offensive.



Pour toute correspondance:

ALARME BP 329  
75624 Paris cedex 13



Le 9 octobre, au terme d'un procès bâclé, le tribunal correctionnel d'Auch nous a condamné à trois ans de prison ferme pour "tentative de destruction ou détérioration par substance explosive" commise contre ce tribunal un an auparavant (le 13 octobre 1983). Nous étions "primaires" (jamais condamnés) et avons subi six mois et demi de détention préventive. Nous avons interjeté appel et serons rejugés à Angen, probablement le 10 janvier. Bien que de tels simulacres de justice soient la règle plutôt que l'exception dans le Palais de Justice, il me semble intéressant d'expliquer un peu notre histoire.

A l'origine, il y a une suite de provocations policières et judiciaires qui aboutit, en août 1983, à l'incarcération de Jean-Claude Lutanie et Bernard Montboisse à la maison d'arrêt Saint-Michel à Toulouse (voir journaux de l'époque). Une campagne menée en leur faveur ne suffit pas à les faire libérer. En octobre, écoeurés de cette situation, nous pensons "faire quelque chose de spectaculaire" pour exprimer notre colère. Il faut dire que les fréquents meurtres d'arabes ou de jeunes par la police, de petits voleurs par les imbéciles défendus par Légitime Défense, les suicides dans les prisons surchargées, etc. contribuent à ce que nous en ayons "gros sur la patate". Nous finissons par nous décider à nous attaquer au Palais de Justice d'Auch, dont j'ai vérifié que sa disposition permettait de prendre un maximum de précautions afin de ne faire courir de risques à personne. Nous y déposons, dans la nuit du 12 au 13 octobre 1983, un engin de ma fabrication. Survient une voiture dont nous apprendrons plus tard que c'était celle du concierge. Celui-ci se trouve à l'extérieur de l'enceinte du Palais, de l'autre côté de la grille d'entrée. Cependant, sa présence nous détermine à renoncer à notre tentative pour ne pas courir le risque de le blesser. Nous partons tant bien que mal, essayant de ne pas être vus, et je perds mes clés sur place. Nous essayons ensuite de venir récupérer l'engin, mais la police est déjà sur les lieux.

Six mois plus tard, la police m'arrêta après m'avoir retrouvé grâce aux clés, et filé, surveillé, écouté, pendant trois mois. Quelques dizaines de personnes (dont certaines que je n'ai jamais vues) sont également interpellées. Mon ami et moi reconnaissons les faits et sommes incarcérés le 25 mars 1984 à Agen. L'instruction suit alors son cours laborieux. Tout est fait pour tenter de nous faire passer pour des terroristes: recherches sur nos proches, confusion savante sur notre engagement politique. Une expertise délirante prétend me reconnaître des qualités de chimistes, de moi insoupçonnées, alors que la recette que j'ai appliquée est de notoriété publique, ayant même figuré dans la "Dépêche du midi" à propos de son emploi par des paysans et aussi par des gamins. Jusqu'au dernier moment, l'inculpation sera assortie de la qualification "commise en bande organisée"... à deux!. Quelques jours avant la fin de l'instruction, la chambre d'accusation cite, entre autres motifs pour refuser notre mise en liberté: "notre personnalité, nos fréquentations, les renseignements pris sur notre compte". Les voies de la justice sont impénétrables!.

Le procès est à l'image de sa préparation. Questions agressives et superficielles du tribunal qui faisait les réponses à notre place quand celles-ci avaient de l'importance. Puis un réquisitoire délirant du Parquet, consistant en une longue suite d'insultes, de calomnies, de provocations. Ayant naïvement cru que notre acte n'étant pas politique, le procès n'aurait aucune raison de l'être, j'interprète cette attitude du Parquet comme la crainte de s'en tenir aux faits (effectivement dérisoire). En fait, elle signifie exactement le contraire, tout est joué d'avance et l'accusation ne juge pas nécessairement de se fatiguer pour avancer un seul argument. Le verdict de trois ans, effectivement assez lourd, suscite l'indignation de nos amis que des procureurs de la police se chargent d'attiser.

#### LES DELIRES DU REQUISITOIRE

1) M. l'Avocat Général se permet de nous traiter de sinistre imbéciles, de fous dangereux, etc. Le délit d'"outrage à accusé" n'existant pas, M. l'Avocat Général ne prend

pas beaucoup de risques contre deux clampins entourés de gendarmes. En réalité, il cherche à nous faire sortir de nous gonds, pour ajouter à son palmerés un "outrage à magistrat" bien amené.

- 2) Constatant notre absence de réaction, M. l'Avocat Général recourt à la provocation brutale: il nous appelle à aller "jusqu'au bout" et massacrer indistinctement magistrats et gardiens de l'ordre (ceci, à la grande indignation des anges gardiens). M. l'Avocat Général ignore sans doute qu'il encourt ainsi une inculpation pour incitation à l'assassinat, au pillage, à l'éméute armée.
- 3) M. l'Avocat Général nous amalgame aux incoscientis qui posent des bombes dans les trains ou dans les gares, alors que l'instruction a clairement mis en lumière les précautions que nous avons prises pour ne faire courir de risques à personne, alors que nous avons volontairement renoncé à notre acte pour ne pas risquer de blesser un passant et que la reconstitution a prouvé à l'évidence que rien ne pouvait nous empêcher d'allumer l'engin, la personne survenue se retrouvant de l'autre côté d'une grille fermée, n'ayant même pas soupçonné notre présence et les préparatifs étant achevés. Il nous aurait suffi de tendre le briquet mais nous n'avons pas voulu. Ce simple fait suffit, en terme de droit, à réfuter l'accusation de "tentative" puisque notre renoncement était volontaire mais le droit est une chose relative....
- 4) Enfin, M. l'Avocat Général nous assimile pêle-mêle à l'ETA, Action Directe, l'IRA, les Brigades Rouges et tutti quanti. Or, contrairement aux actes commis par ces groupes, le nôtre n'est pas le fruit d'une stratégie politique mais une pure réaction affective que nous avons été jusqu'au bout hésitants à mener à bien. M. l'Avocat Général entretient ainsi une confusion entre notre engagement politique bien réel et l'image qu'il a envie de donner de ce qu'il considère comme les "ennemis de l'ordre".

Il se trouve que nous ne prenons ni la "stratégie de lutte armée", ni en particulier la multiplication des attentats comme solution à la question sociale. Nous sommes, et est vrai, révolutionnaires communistes (rien à voir avec le PC et les innombrables groupuscules qui se situent à l'extrême gauche de la politique d'aménagement du capital). Autrement dit, nous sommes partisans de l'abolition du salariat et de l'exploitation, de la disparition de la société de classes et de la destruction des Etats qui gèrent et défendent tout cela sur toute la planète. Cela exige une révolution sociale qui ne sera certes pas pacifique, les classes dominantes et leurs Etats, qui ont le monopole du terrorisme, ne reculent devant aucune violence et aucune atrocité pour défendre leur pouvoir. Mais nous pensons que cette révolution sociale ne peut être que le produit de la lutte de classe du prolétariat. Notre seule "stratégie politique" c'est d'accomplir les tâches dont la nécessité nous semble dictée par cette lutte. Nous n'éprouvons pas le besoin de mener une guerre personnelle à la société et au vaste monde, ni de nous constituer en commando spécialisé ayant pour but de disputer à l'Etat son monopole de la terreur. Ce monopole, nous comptons l'abolir, non y faire concurrence. Nous n'avons pas d'intérêts particuliers distincts de ceux du prolétariat.

Que pensons nous des actes de violence spontanés, individuels comme la nôtre?. Qu'ils sont le produit nécessaire d'une société tendue à l'extrême par le conflit entre les classes; que l'on n'a pas plus à les juger que l'ensemble des comportements "fous imposés aux prolétaires par les conditions de vie modernes: vol, absentéisme, etc. Nous ne les prônes pas et ne crachons pas sur ceux qui les commettent. A tout prendre, ils sont infiniment moins destructeurs que la circulation automobile, le travail à l'usine ou l'usage abusif de médicaments (qui, il est vrai, sont indispensables à la survie de la mortifère économie).

Bien que nos motivations n'aient en rien été politique, celles du tribunal l'ont été, tension au pays Basque, propagande contre la "recrudescence de la violence", désir de faire une fleur aux services spéciaux toulousiens: si nos actes étaient absents du procès, de nombreuses arrières pensées y étaient présentes. On ne peut pas s'indigner d'une telle politisation de la justice. Il est rarissime que celle-ci se préoccupe de ses sacro-saints principes et juge qui que ce soit pour son délit. Ou alors, il faudrait considérer comme délit: la sale gueule, les fantasmes ou indisposition passagères du

tribunal, l'ambiance orchestrée par les médias... La présomption d'innocence est une fumisterie. Plus de la moitié des prisonniers sont en attente de leur jugement. La plupart du temps, ni l'instruction ni le besoin de garantir la représentation ne le justifient. Où est la présomption d'innocence quand on doit préparer sa défense en prison, quand on comparait menottes aux poings? La présomption d'innocence ne joue que pour ceux qui sont soutenus par de puissants groupes de pression, ou que des intérêts politiques amènent à ménager. On peut alors saccager une préfecture et prendre quarante jours, comme tel leader paysan; les exemples abondent.

Cette justice est une justice de classe, et nous faisons cependant appel. Peut-être serons-nous enfin jugés pour le délit lui-même. Dans ce cas, au moins, nos peines seraient considérablement diminuées. Dans tous les cas il me semble utile de faire mon possible pour obliger cette justice de classe à apparaître ouvertement pour ce qu'elle est. Je ne me crois pas en mesure de faire pression sur elle, peut-être pourrais-je, comme beaucoup d'autres, contribuer à la démasquer.

Le 25 octobre 1984

Jacques Sauloy n° 13 927 4/62  
Maison d'arrêt  
18 bis Grand-rue Saint-Michel  
31000 Toulouse

## **ANGLETERRE :** fin d'une agonie

La défaite des mineurs britanniques après un an d'une grève moribonde appelle plusieurs commentaires.

Dans le numéro précédent de ALARME, l'analyse que nous développions posait clairement l'alternative qui s'offrait aux grévistes et, par delà eux, à la classe ouvrière dans son ensemble. Aujourd'hui que la tendance à la reprise est irréversible, qu'elle confirme la faiblesse des groupes révolutionnaires et du prolétariat, la lutte de classe en Grande-Bretagne subira la démoralisation propre à tout mouvement vaincu de l'intérieur renforçant du coup le pouvoir de la classe capitaliste.

Malgré la vision économiciste et catastrophiste de certains groupes, la lutte de classe, l'affrontement prolétariat classe capitaliste tourne incontestablement à l'avantage du capital par le biais justement des restructurations économiques mises en oeuvre. La classe ouvrière semble aux abois, dénuée de perspectives, prête à beaucoup accepter (réduction de salaire, chômage technique, baisse du pouvoir d'achat, surexploitation, politique d'austérité etc...) pour assurer la survie de ses membres, assurer la défense inconditionnelle du travail salarié. La résignation et l'apathie qu'elle manifeste de nos jours creusent d'avantage encore le lit de ses nombreuses défaites. Au travers de toutes ces luttes sporadiques, même si elles se situaient sur une base radicalisée et spontanée, les actions n'en étaient pas moins le minimum à mettre en oeuvre pour ne pas sombrer dans le complet écrasement idéologique, économique, social et politique du capital. La lutte de classe est inhérente à celui-ci. C'est dire que le prolétariat est contraint par sa position dans le rapport social capital-salariat à la revendication. Mais cela ne signifie pas que ces luttes se situent sur un terrain de classe ou qu'elles sont le fruit de la maturité de sa conscience. La grève des mineurs britanniques, des services publics belge en 1983, de Longwy ou des dockers de Rotterdam, en ont fait la démonstration. Sans dénier à ces mouvements leur détermination, leur refus de céder à l'Etat et son économie nationale, il faut tout de même les situer à leur juste niveau.

- L'incapacité à briser le carcan syndical, de promouvoir une auto-organisation de classe contre celui-ci,
- L'isolement des secteurs qui rentrent en lutte,
- La soumission au corporatisme, à la défense d'intérêts spécifiques,
- L'absence de solidarité active du prolétariat national et international sont les traits dominants des luttes éclatées qui animent le climat social actuel.

Quoi qu'on en puisse penser, la généralisation et l'expansion des conflits ne se limitent pas à un vœux pieux ou incantatoire. Pour les révolutionnaires, les tâches politiques et sociales doivent absolument être mises en avant. Elles sont le ciment capable d'unir par la pratique les prolétaires radicalisés au reste de la classe.

- Refuser les licenciements, non pas parce que tel ou tel secteur peut être rentabilisé sans licenciements et pour les bienfaits de l'économie capitaliste, mais parce que le travail salarié constitue l'unique ressource pour assurer la survie du prolétaire.
- Indissociable de ce refus l'exigence de la diminution du temps de travail et de l'accroissement des salaires réels.
- Réappropriation et distribution du produit du travail à l'ensemble du prolétariat.
- Droit au travail pour tous, c'est-à-dire généraliser la répartition de celui-ci à toutes les franges de prolétaires exclues non du processus économique capitaliste mais du processus de jouissance sociale de la production.

Toutes ces revendications qui constituent une orientation minimale n'est pas un programme, c'est une attaque frontale contre l'idéologie stalino-capitaliste de rentabilisation de la force de travail ; elle marque la régression de l'exploitation et de la plus-value extorquée aux prolétaires.

"Ventre affamé n'a pas d'oreil" dit l'adage et en cette période de "crise économique" cette maxime pourrait prendre l'allure d'un faire-part.

Pour le prolétariat international, l'agression économique qu'il subit est un reflet de sa faiblesse idéologique. 60 années de contre-révolution stalinienne, de nationalisme béat, d'atomisation, de répression meurtrière ont rouillé le ressort de l'internationalisme prolétarien et du défaitisme révolutionnaire. De plus si l'échec actuel des différentes luttes qu'encadrent les syndicats et la classe politique capitaliste est si fort, le prolétariat lui-même en porte aussi la responsabilité. Sa spontanéité n'exclut pas l'arriération de sa conscience de classe. De la sympathie à la réelle solidarité, à la conscience d'une communauté d'intérêts subversive il y a un gouffre tout comme il en existe un entre l'avant-garde révolutionnaire et le mouvement trotskiste, fossoyeur de la lutte du prolétariat en fidèle chien de garde du stalinisme. La grève des mineurs britanniques à illustrer une nouvelle fois la subordination des trotskistes à l'ordre capitaliste. La seule alternative réelle qu'ils mirent en avant était ... la chute du gouvernement Thatcher et l'avènement des travaillistes au pouvoir. En fait c'était fourvoyer les prolétaires en lutte sur le terrain vaseux de la démocratie ! De plus en confinant l'appel à la solidarité de classe à une supplique au TUC ils ont castré les mineurs dans leur détermination et leur besoin d'extension pratique du mouvement.

Pour terminer, il nous paraît opportun de réaffirmer une vérité que beaucoup omettent embarqués dans leurs calculs savants sur la crise économique du capital : au travers de la vague révolutionnaire 17-37, la classe ouvrière internationale a montré la possibilité d'en finir avec la société de classe, montrant par là-même que le communisme et lui seul était à l'ordre du jour. Le propre des militants révolutionnaires n'est pas de chercher dans un bréviaire quelconque la recette rédemptrice du diable capitaliste, mais au contraire de mettre en évidence le rapport social capital-salariat. Son antagonisme mortel se situe non dans le fonctionnement économique défectueux de la société marchande, mais dans celui essentiel prolétariat-classe capitaliste. La société sans classes sera le produit d'une classe consciente de son rôle historique et non le produit de ventres que l'on continuera à vider et à remplir par la sonde salariale.

Ecrivez-nous!

Prenez contact avec nous!

Militez pour la révolution

socialiste!